

## ATTESTATION – Affiliations à des pays/personnes sous sanctions économiques

1. Mon organisation n'effectue pas des relations d'affaires dans un pays contre lequel le Canada a imposé des sanctions économiques en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, la *Loi sur mesures économiques spéciales* ou *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)* (Voir : [https://www.international.gc.ca/world-monde/international\\_relations-relations\\_internationales/sanctions/current-actuelles.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/current-actuelles.aspx?lang=fra)).
2. Mon organisation n'effectue pas des relations d'affaires avec des individus ou des entités répertoriées sur la liste des sanctions législatives du Canada en vertu la *Loi sur les Nations Unies*, la *Loi sur mesures économiques spéciales* ou *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)*.
3. Mon organisation n'appartient, ni n'est détenue directement ou indirectement, ni contrôlée par un individu ou une entité répertoriée sur la liste des sanctions législatives du Canada en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, la *Loi sur mesures économiques spéciales* ou *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)*. Pour plus de clarté, ceci comprend, entre autres, des actionnaires ou des entités corporatives où qu'elles soient dans votre structure corporative qui sont assujettis aux sanctions en vertu des lois mentionnées ci-dessus.
4. Mon organisation reconnaît et convient qu'il y aura des obligations légalement contraignantes dans l'Accord de contribution qui auront pour effet d'interdire les transactions d'affaires avec, ou le fait d'appartenir, d'être détenue directement ou indirectement, ou d'être contrôlée par, les individus ou les entités assujettis aux sanctions législatives du Canada (présentement ou dans le futur) en vertu de la *Loi sur les Nations*.

**L'individu qui appose une signature ci-dessous atteste qu'il/elle/iel a le pouvoir de signer un accord de contribution juridiquement contraignant entre RNCAN et le promoteur du projet.**

**Veillez signer ci-dessous pour reconnaître ces attestations :**

**Nom de l'agent dûment autorisé :**

**Titre :**

**Signature :**

**Date :**